

Message de Robert B. Zoellick



Robert B. Zoellick

L'idée que l'on puisse voler les pauvres est révoltante. Le Groupe de la Banque mondiale a le devoir fiduciaire de veiller à ce que nos fonds soient employés à l'usage qui leur est destiné. La lutte contre la corruption est donc une expression profonde de la détermination du Groupe de la Banque mondiale à éliminer la pauvreté mondiale et à promouvoir la croissance et les opportunités. Elle est indissociable de notre mission d'aide au développement.

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Président du Groupe de la Banque mondiale, la corruption était vue comme un mal incurable dans le monde en développement. Aujourd'hui, la moralisation des affaires est une priorité intelligente pour les gouvernements, les institutions, les petites et les grandes entreprises, et un élément important du dialogue et des actions menées dans le domaine du développement. L'intégrité est un impératif clairement énoncé dans les politiques opérationnelles du Groupe de la Banque mondiale, dans notre nouvelle Stratégie de gouvernance et de lutte contre la corruption, et dans nos échanges et notre travail de coopération avec nos pays membres et nos clients. L'intégrité constitue également l'un des principes sur lesquels repose le programme de modernisation engagé par le Groupe de la Banque dans une optique de résultats, d'ouverture et de responsabilité.

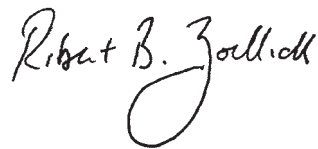
À travers sa vice-présidence de l'Intégrité (INT), le Groupe de la Banque mondiale commence à marquer des points contre la corruption. Nous agissons de façon préventive et réalisons des enquêtes dont les résultats ont un impact important. Nos règlements négociés et nos actions collectives avec les autorités nationales et internationales de lutte contre la corruption envoient un signal fort sur la portée effective de nos enquêtes et de nos exclusions. Nous contribuons à responsabiliser les acteurs économiques en prenant des sanctions très fermes et en transmettant les résultats de nos enquêtes aux autorités compétentes pour y donner suite. Le présent rapport souligne ces progrès.

En 2012, la vice-présidence de l'Intégrité du Groupe de la Banque mondiale a mis davantage l'accent sur la coopération. Lors des Réunions de printemps en avril, l'INT a organisé un forum réunissant des autorités gouvernementales et des entreprises autour de la nécessité de procéder à des contrôles d'intégrité très stricts dans les projets d'infrastructures — l'un des secteurs dont l'accélération de la croissance dépend le plus. En juin, la Banque mondiale a accueilli la seconde réunion de l'International Corruption Hunters Alliance, qui a rassemblé 200 responsables venus du monde entier pour discuter des nouveaux moyens et outils technologiques intéressants pour lutter contre la corruption. Les membres de l'Alliance se sont engagés à intensifier les poursuites judiciaires contre les fonctionnaires coupables de corruption, à développer le partage d'informations entre les services d'enquête, et à fournir une assistance générale aux groupes nationaux de lutte contre la corruption. Le travail de l'Alliance apporte une légitimité à l'action collective contre la fraude et la corruption, et fait écho bien au-delà du Groupe de la Banque mondiale.

Nous devons préserver ces avancées, investir dans de nouvelles méthodes, de nouvelles ressources et de nouveaux mécanismes, et nous appliquer à faire toujours mieux. Il faudra pour cela de l'énergie, de l'innovation et des échanges permanents avec les autorités gouvernementales, le secteur privé et le public pour promouvoir l'intégrité à l'échelon mondial, régional et national. Chaque Groupe de pays a un rôle à jouer dans l'intégrité institutionnelle.

Je tiens à remercier nos partenaires du monde entier et toutes ces femmes et ces hommes courageux qui coopèrent avec le Groupe de la Banque et fournissent à l'INT des renseignements précieux.

Le Groupe de la Banque soutiendra toujours ceux qui défendent les principes de la bonne gouvernance. Je veux également remercier ici le personnel de l'INT — des équipes dévouées qui sont en première ligne de la lutte contre la corruption et qui travaillent dur dans des conditions souvent difficiles. Leonard McCarthy et ses directeurs de la stratégie et des opérations, Galina Mikhlin-Oliver et Stephen Zimmermann, se sont énormément investis dans leurs fonctions. Enfin, mes remerciements vont aux agents diligents et avisés du Groupe de la Banque mondiale dont l'attachement au service public donne vie aux actions en faveur du développement, aux quatre coins du monde. L'intégrité est une expression de ce service. Je suis honoré d'y avoir participé à vos côtés.



Message de Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale



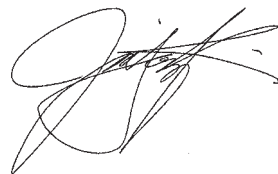
Jim Yong Kim
Président,
Banque mondiale

Pour le Groupe de la Banque mondiale, la lutte contre la fraude et la corruption est une mission capitale. Elle est essentielle au travail que nous accomplissons chaque jour pour éliminer la pauvreté et étendre la prospérité, puisqu'elle garantit que nos efforts portent leurs fruits et qu'ils amènent des transformations durables par une bonne gouvernance et des institutions cohérentes. C'est un grand honneur pour moi de rejoindre le Groupe de la Banque mondiale à un moment où des mesures énergiques de lutte contre la corruption ont été mises en place dans toutes nos activités et à chaque niveau — depuis l'échelon local jusqu'au niveau mondial.

Maintenir une position ferme contre la corruption n'est pas toujours simple sur le plan opérationnel — et ne le sera jamais. Quel est le juste équilibre entre un contrôle approfondi des projets et un délai de mise en œuvre le plus court possible ? Peut-on parler de réussite lorsque nos projets sont irréfutables mais que la corruption est omniprésente ailleurs dans le même environnement ? Ce genre d'interrogations appelle une nouvelle manière d'envisager la lutte contre la corruption pour en faire une « science » pointue qui permettrait d'y voir plus clair dans la problématique complexe de la compréhension, de la mesure et de l'élimination de la corruption dans le monde.

En même temps, le Groupe de la Banque mondiale va poursuivre avec patience et persévérance son travail sur d'autres aspects sensibles de la lutte contre la corruption : amener les autorités nationales à donner suite à nos signalements, créer un fonds de lutte contre la corruption chargé de distribuer de façon équitable et ciblée les avoirs restitués et les paiements effectués à titre de restitution à ceux à qui ils seront le plus utiles, et augmenter l'efficacité et l'impact de notre propre système de sanctions.

Je me réjouis de travailler aux côtés de Leonard McCarthy et des équipes de la vice-présidence de l'Intégrité pour combattre la corruption avec toute notre énergie. La lutte contre la corruption est et restera une priorité absolue du Groupe de la Banque mondiale.



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Trouver le juste équilibre.

La lutte contre la corruption et la bonne gouvernance constituent une priorité pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, et un moyen efficace d'éliminer la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie. La corruption doit être combattue sur plusieurs fronts en même temps, mais nous devons également éviter de trop saupoudrer les ressources limitées dont nous disposons, sous peine de diluer les effets de chaque action. Dissuader, enquêter et prévenir la corruption sont des tâches aussi importantes les unes que les autres. Il est tout autant essentiel d'adopter des mesures anti-corruption plus sévères et d'encourager la volonté politique là où la gouvernance laisse à désirer. Durant l'exercice 12, l'INT s'est efforcée de trouver le juste équilibre entre les nombreuses priorités concurrentes de la lutte contre la corruption. Ce faisant, l'INT a obtenu de meilleurs résultats dans son travail d'enquête et de sanction tout en aidant les clients de la Banque à voir et prévenir les dangers de la corruption.

Davantage de dossiers finalisés, davantage de sanctions, dans des délais plus courts.

Suite aux enquêtes de l'INT, le Groupe de la Banque mondiale a sanctionné 83 entités pendant l'exercice 12, soit 247 % de plus que sur l'exercice 11. L'INT a également clos 90 dossiers durant l'exercice, confirmant dans 52 % des cas les allégations soulevées. L'INT donne la priorité aux affaires susceptibles d'avoir un effet dissuasif maximum, portant sur des fraudes ou des pratiques de corruption de grande envergure, ou entraînant des risques de réputation importants pour le Groupe de la Banque. Dans un souci constant de résoudre les affaires le plus efficacement possible, au cours du dernier exercice, l'INT a fait passer de 35 à 11 le nombre de dossiers ouverts depuis plus de 18 mois. L'INT a reçu plus de 10 000 plaintes durant l'exercice 12. Cinq cent douze ont été retenues comme éléments d'information et ont fait l'objet d'un examen préliminaire. L'INT a ensuite ouvert une enquête sur 81 d'entre elles.

L'impact potentiel de l'accord d'exclusion croisée de 2010 s'est fait pleinement sentir durant l'exercice. Les cinq banques multilatérales de développement (BMD) signataires ont procédé conjointement à 122 radiations, contre 37 au cours de l'exercice 11.

Les règlements négociés avec de grandes multinationales permettent d'obtenir des entreprises le respect des règles et la restitution des avoirs volés.

Les deux groupes Alstom et Oxford University Press ont reconnu des manquements dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale. Plus précisément, les sociétés Alstom Hydro France, Alstom Network Schweiz AG (Suisse), Oxford University Press East Africa Limited, et Oxford University Press Tanzania Limited ont chacune été exclue pour trois ans. Leurs accords de règlement négocié avec le Groupe de la Banque mondiale stipulent qu'elles continueront à coopérer avec l'INT et à améliorer leurs programmes internes de contrôle du respect des règles. Par ailleurs, Alstom a commencé à reverser environ 9,5 millions de dollars, et Oxford University Press 500 000 dollars, afin de réparer certains des torts causés par les manquements. Là où cela se justifie, la Banque mondiale surveille les entreprises, petites et grandes, qui occupent une place importante dans leurs secteurs respectifs, et travaille avec elles à promouvoir un développement sans taches.

Des partenariats solides avec les autorités nationales renforcent et étendent l'impact des enquêtes du Groupe de la Banque mondiale et améliorent la capacité des pays clients à lutter contre la corruption.

Une coopération étroite avec des autorités nationales, parmi lesquelles celles du Canada, des États-Unis, du Nigéria, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, a permis l'intervention rapide de leurs services répressifs suite à des enquêtes du Groupe de la Banque mondiale. À titre d'exemple, les autorités nigérianes, informées très vite des conclusions d'une enquête sur un projet, ont pu prendre des mesures sans délai pour protéger le projet en question et ouvrir leur propre enquête.

En juin 2012, l'INT a accueilli à nouveau l'International Corruption Hunters Alliance (ICHA) de la Banque mondiale, rassemblant plus de 200 responsables de services d'enquête et de répression nationaux et internationaux dans 110 pays. L'ICHA 2012 a notamment mis l'accent sur l'apport de la technologie dans la lutte contre la corruption et proposé d'autres formations spécialisées aux participants, permettant ainsi à ceux qui en ont le plus besoin d'acquérir des ressources et des compétences nouvelles.

L'INT a également conclu huit nouveaux protocoles d'accord avec des autorités nationales et des organismes de développement du monde entier. Les 26 protocoles d'accord en vigueur aujourd'hui formalisent les échanges d'informations, posent les fondements d'enquêtes parallèles et, dans certains cas, donnent aux agences des pouvoirs d'enquête supplémentaires. Ces partenariats sont la démonstration que le travail de l'INT peut améliorer l'impact de la Banque sur le développement et élargir le champ de la lutte contre la corruption.

Affiner les actions de prévention. L'unité des services de prévention de l'INT a rendu 178 avis, apportant tant au personnel de la Banque qu'à des parties extérieures des idées sur la manière d'améliorer la conception de projets, de remédier aux problèmes potentiels de fraude et de corruption sur des projets en cours, et de durcir les politiques appliquées dans le secteur, le pays ou l'institution. À l'instigation de l'INT, des dispositions de prévention de la fraude et de la corruption ont été introduites dans 84 projets à haut risque représentant un volume de prêt cumulé de 21,2 milliards de dollars.

Intégrité et investissements dans les infrastructures. Le secteur des infrastructures, qui joue un rôle vital dans l'accélération de la croissance, est également la proie de la corruption. Déterminée à étendre son impact mondial, l'INT a réuni des ministres et des dirigeants du secteur privé durant les Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale afin de réfléchir aux solutions les plus à même d'améliorer l'intégrité dans les projets d'infrastructures. Face à un problème multiforme comme celui de la corruption, il est essentiel d'exploiter le pouvoir de rassemblement de la Banque mondiale.

